



À Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine !

Depuis le week-end dernier, l'armée israélienne a franchi un cap dans la barbarie et mène désormais ses incursions militaires terrestres dans la bande de Gaza, tout en amplifiant les bombardements. Les habitations ne sont plus que ruines et des milliers de civils sont morts ou sous les décombres. Les frappes ont touché des villes bien plus au sud, là où, avec un énorme cynisme, les responsables de l'armée israélienne ont ordonné à la population d'aller se réfugier. Car les dirigeants israéliens ne combattent pas seulement le Hamas. Ils veulent terroriser toute la population palestinienne pour, si leur guerre réussit à abattre le Hamas, tuer dans l'œuf toute velléité de s'organiser par elle-même. Comme tous les dirigeants impérialistes, ils prétendent attaquer des régimes, mais c'est la population qu'ils massacrent.

L'impérialisme, complice des crimes de guerre de l'État israélien

Après 24 heures de ces frappes massives sur Gaza, le Premier ministre Netanyahu a déclaré : « Nous ne sommes qu'au début de l'opération. » Et il a aussitôt mis en avant le soutien international dont il bénéficie, citant notamment les gouvernements américain, français, britannique et allemand.

Le carnage perpétré à Gaza se fait en effet avec leur bénédiction : Macron comme Biden ont aussi du sang sur les mains et se font les fidèles alliés de ce qui rentre dans une logique de nettoyage ethnique.

Un mouvement de solidarité internationale que Darmanin veut étouffer en France !

Samedi 28 octobre, la manifestation prévue à Paris a de nouveau été interdite par la préfecture sous prétexte d'apologie du terrorisme ou d'antisémitisme. Mais la solidarité avec les Palestiniens, dont beaucoup ont vécu dans leur chair la dictature du Hamas, n'est pas un soutien à ce pouvoir. De même que la dénonciation de la politique coloniale sioniste n'est pas de l'antisémitisme. Des milliers de travailleurs, jeunes, familles, sont descendus à nouveau dans la rue partout en France ce week-end. Malgré les amendes, la nasse des manifestants à Paris ou encore les heures de garde-à-vue de la représentante de l'Association France-Palestine à Nîmes, Nicole Ziani. Ils ont mêlé leurs voix à toutes celles qui, de Londres à New-York en passant par la Nouvelle-Zélande, la Turquie ou l'Indonésie, ont exprimé leur indignation et leur rage face au massacre perpétré à Gaza. En Israël aussi, des voix s'élèvent pour dénoncer la politique va-t-en-guerre du gouvernement qui voudrait faire oublier la contestation massive dont il a été la cible pendant des mois.

Se regrouper, se mobiliser contre le massacre à Gaza, contre la colonisation !

Le peuple de Palestine ne trouvera son salut ni grâce aux puissances impérialistes, ni à travers des organisations comme le Hamas qui n'a en rien fait la démonstration d'un projet émancipateur depuis qu'il dirige la bande de Gaza, bien au contraire ! Une grosse partie de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Son sort résonne à cette heure dans le cœur des travailleurs d'Algérie, du Liban, comme ici en France. Cette lutte pour faire cesser les bombardements et l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza va de pair avec le combat anticolonialiste contre l'État d'Israël.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut nous organiser pour construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu là-bas et la politique guerrière et antisociale des gouvernements des États impérialistes qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, et à nouveau à Paris samedi 4 novembre, nous serons nombreux et nombreuses à manifester notre soutien au peuple palestinien ! Halte au massacre à Gaza ! On ne nous empêchera pas d'exprimer notre solidarité internationale de travailleuses et travailleurs !

Éditorial du NPA du 30 octobre 2023

**Retrouvez le n°6 de
Révolutionnaires auprès de tous nos
militants !**



Sport de combat !

Dans une note, la direction constate que les résultats de l'entreprise se sont dégradés depuis juin, mais aucune précision n'y est mentionnée. Comme responsable elle pointe « outre l'inflation », l'absentéisme et le manque de production. Bref, les responsables ce seraient nous et elle compterait bien nous le faire payer avec son plan « MELEE » : chasse aux « temps morts », suspension des recrutements non-urgents et de l'intérim (donc augmentation de notre charge de travail) ... Face à cette pression patronale, ne cédon pas un pouce de terrain !

Le temps des vacances, le temps de la productivité

Comme à chaque vacances, les TM (tableaux de marche qui indiquent le nombre de tours et le temps imparti) sont revus pour « coller » aux vacances scolaires. Pourtant le nombre d'utilisateurs ne diminue pas toujours et la circulation reste dense. Du coup, les temps et les tours sont impossibles à tenir. La marche à la productivité ne connaît pas de répit !

Déshabiller Pierre...

Les lignes de bus n'ont pas toutes le même matériel, mais quand sur l'une on se plaint des défaillances, la direction échange simplement les véhicules d'une ligne à l'autre. On comprend mieux pourquoi on conduit encore des épaves sur certaines lignes...

Foire au bus Gare de Lyon !

On doit remplacer la ligne 14 en travaux, mais c'est surtout un grand cirque d'improvisation. Le spectacle se déroule en particulier à Gare de Lyon où les bus s'entassent les uns sur les autres, on ne sait plus où se mettre, et quand on a une place elle est souvent bien loin de la salle de pause... On va finir par klaxonner sous les fenêtres de la rue de Bercy...

Ils freinent leur calendrier, on accélère notre détermination à lutter

Le Sénat vote le ralentissement de l'ouverture à la concurrence des bus RATP - entre fin 2024 et fin 2026 - par peur que nos luttes ne perturbent les JO. Derrière tout ce blabla, aucune garantie sérieuse quant à nos conditions de travail, on ne sait toujours pas vraiment à quelle sauce on va être mangés. Pas la peine d'attendre les JO, ni de savoir quel patron du transport profitera de la concurrence pour nous faire de mauvais coups. La meilleure garantie à la Régie comme ailleurs, c'est de nous organiser et de lutter pour nos conditions de travail !

Des manifestations réprimées

Vendredi dernier plusieurs milliers de personnes ont manifesté à l'appel du groupe Jewish Voice for Peace à New-York. Ces derniers s'opposent aux bombardements israéliens sur la bande de Gaza, ils brandissaient des pancartes « Not In Our Name » (« Pas en notre nom ») ou « Cease Fire Now » (« Cessez le feu maintenant »). D'après les organisateurs plus de 300 personnes ont été arrêtées. Ici ou là-bas, les manifestations sont réprimées, mais cela ne nous empêchera de nous mobiliser pour montrer notre soutien au peuple palestinien !

Cisjordanie occupée : la colonisation se poursuit

Alors que Gaza se meurt sous les bombes, en Cisjordanie occupée les colons continuent d'expulser la population arabe de ses terres. Selon les Nations unies, plus de 500 Bédouins palestiniens ont été chassés de chez eux ces dernières semaines. Ils ont trouvé refuge dans la ville chrétienne de Taybeh. Plusieurs de leurs maisons ont été incendiées par les colons qui ont agi en toute impunité sous l'œil de soldats israéliens qui ont laissé faire. Ces nomades sédentarisés ont dû fuir en quelques heures. Ils ont emporté avec eux leur seule richesse, leur bétail. Certains d'entre eux ont filmé les colons en action et ont transmis ces images à des journalistes, en les postant en outre sur les réseaux sociaux. À Wadi Al-Sik, un Bédouin a montré aux équipes du *20 Heures de France 2* les emplacements des communautés arabes récemment expulsées. Et contre ces violations flagrantes du droit international, on attend toujours les protestations indignées du Quai d'Orsay. Et elles ne sont pas pour demain.

Chlordécone : rassemblements de protestation le 28 octobre à Fort-de-France et à Paris

Le 5 janvier dernier, la Cour d'appel de Paris rendait un non-lieu dans l'affaire du chlordécone, blanchissant ainsi ceux qui avaient fabriqué, puis répandu ce pesticide utilisé entre 1972 et 1993 dans les bananeraies. Il a peu à peu infecté les sols et les cours d'eau, contaminé les patates douces et les ignames mais aussi les produits de la pêche, les bovins et les volailles. Aujourd'hui, on estime que 90 % des Antillais sont contaminés par ce poison qui a continué à être utilisé longtemps après que sa dangerosité en tant que produit cancérigène a été reconnue. La population des Antilles ne décolère pas et demande à ce que les responsables de ce scandale sanitaire soient condamnés et qu'ils indemnisent leurs victimes. C'est un minimum.

